

POUR UNE HISTOIRE  
CONCEPTUELLE  
DU POLITIQUE



*PIERRE ROSANVALLON*

POUR UNE HISTOIRE  
CONCEPTUELLE  
DU POLITIQUE

Leçon inaugurale  
au Collège de France  
faite le jeudi 28 mars 2002

*ÉDITIONS DU SEUIL*  
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV<sup>e</sup>

Ce livre est publié  
sous la responsabilité de Jean-Luc Giribone

ISBN 978-2-02-101834-9

© ÉDITIONS DU SEUIL, JANVIER 2003,  
à l'exception de la langue japonaise

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

Monsieur l'Administrateur,  
mes chers Collègues,

Je vous remercie de m'accueillir parmi vous. Je suis certes aujourd'hui, dans ce moment inaugural, d'abord conscient de la responsabilité qui m'incombe avec la décision que vous avez prise d'ouvrir davantage vos enseignements au plus vif des problèmes de la cité contemporaine. Mais je suis surtout sensible à la formidable chance qui m'est ainsi donnée. Chance, à ce que j'espère être le mi-parcours de mon travail, de pouvoir insuffler un nouvel élan à mes recherches en les inscrivant dorénavant dans un lieu intellectuel unique par sa radicale liberté, soustrait que l'on y est aux injonctions de quelque programme que ce soit, dégagé de tout souci de décerner des grades et des diplômes, dispensé d'exhiber ses papiers aux habituelles barrières disciplinaires. Cette occasion d'un départ à neuf ne saurait donc avoir pour moi l'aspect ambigu et mélancolique de bilan que revêt inévitablement ce que l'on appelle un « honneur académique », destiné qu'il est trop souvent à manifester qu'une œuvre est jugée pour

l'essentiel accomplie. Je ferai pour cela volontiers miens les mots de Roland Barthes : « Mon entrée au Collège de France est une joie plus qu'un honneur ; car l'honneur peut être immérité, la joie ne l'est jamais<sup>1</sup>. » Cette joie, elle est avec évidence pour moi de pouvoir parler une recherche au moment même où elle s'élabore ; joie d'une épreuve mobilisatrice, d'une contrainte positive.

Ma reconnaissance se tourne tout particulièrement vers Marc Fumaroli qui vous a présenté ce projet de chaire d'histoire moderne et contemporaine du politique. C'est d'abord à l'étendue de ses centres d'intérêt et à son éloquente force de conviction que je dois d'être parmi vous ce soir.

Je tiens aussi, Mesdames, Messieurs, chers amis, à associer sans plus tarder à ces remerciements celui qui n'est pas là ce soir pour m'écouter, François Furet. Il m'a en effet aidé à accomplir le saut décisif au début des années 1980 en m'accueillant à l'EHESS alors que, jeune docteur, je me trouvais encore entre deux mondes, en marge de l'Université, dans une position intellectuelle de franc-tireur et dans une situation quelque peu précaire. Il m'a alors permis de donner une certaine unité à ma vie et de réaliser ce à quoi tout homme ou toute femme aspire : faire de sa passion un métier. C'est auprès de lui et

1. Collège de France, Chaire de sémiologie littéraire, Leçon inaugurale faite le vendredi 7 janvier 1977 par M. Roland Barthes, p. 6.

auprès de Claude Lefort, l'un historien, l'autre philosophe, que j'ai appris à travailler à l'écart des routines académiques comme des modes intellectuelles. Ils ont tous les deux été pour moi des maîtres et, indissociablement, des amis et des compagnons de travail. Les membres du Centre de Recherches Politiques Raymond Aron avec lesquels nous avons entrepris depuis près de vingt ans de rénover l'étude longtemps assoupie du politique savent aussi ce que je dois à chacun d'eux. Je suis heureux que cette petite communauté d'historiens, de sociologues et de philosophes voie d'une certaine façon l'originalité de son travail reconnue à travers le mien. Si la liste de tous ceux vers lesquels ma gratitude devrait s'exprimer pourrait encore être légitimement longue, je me limiterai cependant à citer le grand médiéviste qu'était Paul Vignaux. C'est en effet probablement aux liens d'amitié fraternelle noués au tout début des années 1970 avec celui qui était aussi l'un des pères fondateurs du syndicalisme démocratique en France que le jeune militant que j'étais alors a pris progressivement conscience – à rebours du parcours de toute une partie de la génération de 1968 – qu'une vie consacrée à la compréhension rigoureuse du monde participait pleinement de la capacité à le changer ; qu'il y avait ainsi une entière complémentarité entre la *vita activa* et la *vita contemplativa*.

\* \* \*

Histoire moderne et contemporaine du politique. L'étude du politique a déjà parfois trouvé sa place de façon latérale au Collège, sous des intitulés plus obliques. Il faut naturellement ici faire une mention particulière d'André Siegfried, l'auteur du *Tableau politique de la France de l'Ouest*, qui, titulaire d'une chaire de « géographie économique et politique », fut l'un des pionniers des analyses électorales dans ce pays. La question du pouvoir et de sa genèse a par ailleurs été au centre d'enseignements qui relevaient de la sociologie ou de la philosophie. Que l'on songe seulement aux travaux de Raymond Aron ou de Michel Foucault qui ont l'un et l'autre, bien que de façon fort différente, tant compté pour ma génération. On sait aussi le rôle décisif qu'a joué plus récemment Maurice Agulhon dans l'étude des mentalités et des cultures politiques du XIX<sup>e</sup> siècle français.

Cette nouvelle chaire s'inscrit dans cette histoire, même si ces antécédents immédiats ne constituent pas à proprement parler une généalogie. Mais c'est aussi de certains enseignements donnés ici au XIX<sup>e</sup> siècle que peut être rapproché l'esprit, sinon le contenu, de la présente chaire. Je pense notamment au souci de Michelet d'éclairer les vicissitudes du présent en retraçant la genèse de l'État et de la nation en France. Je dois aussi bien sûr faire référence à Renan. Tout en étant titulaire d'une fort spécialisée chaire des langues hébraïque, chaldaïque et syriaque, le grand savant avait en effet également le souci de réfléchir à l'orientation à long terme de la cité, en éclairant et en inter-



pellant son temps sur ses aveuglements et ses facilités. La visée de mon entreprise n'est pas très éloignée à maints égards de cette « philosophie de l'histoire contemporaine » qu'il appelait de ses vœux. Edgar Quinet enfin. Lui aussi entre au Collège – en 1841 – chargé d'un enseignement de tradition. Mais les cours de cet ardent républicain s'aventurent très vite sur des terres plus exposées puisqu'il traite successivement des jésuites (de concert avec Michelet), de l'ultramontanisme, puis des rapports du christianisme avec la Révolution française. Je me retrouve d'ailleurs très bien dans une des formules célèbres de l'auteur de *La Révolution* : « La démocratie française a perdu ses bagages. Il faut qu'elle se refasse tout son bagage d'idées<sup>1</sup>. » Ce programme de Quinet, je l'adopte en effet volontiers, et je me sens proche de son souci d'aider à fonder l'avenir en enracinant l'intelligence du présent dans la compréhension des malheurs du passé. Avec cette différence, appréciable, que la question ne saurait dorénavant avoir de sens qu'élargie à un cadre comparatif plus vaste.

\* \* \*

Ce n'est pas la première fois *stricto sensu* que le terme de « politique » figure dans le titre d'une chaire au Collège. Mais l'objet politique, moderne et

1. Edgar Quinet, *Critique de la Révolution* (1867), in *La Révolution*, 5<sup>e</sup> éd., Paris, 1868, t. I, p. 11.

contemporain, est maintenant bien considéré en tant que tel et mis au centre d'un enseignement. Tout en s'inscrivant dans les continuités que nous venons de mentionner, le projet d'une histoire du politique présente à ce seul titre une originalité. Il convient de la préciser en s'attachant à la définition même de son objet.

Le politique tel que je l'entends correspond à la fois à *un champ* et à *un travail*. Comme champ, il désigne le lieu où se nouent les multiples fils de la vie des hommes et des femmes, celui qui donne son cadre d'ensemble à leurs discours et à leurs actions. Il renvoie au fait de l'existence d'une « société » qui apparaît aux yeux de ses membres comme formant un tout qui fait sens. En tant que travail, le politique qualifie le processus par lequel un groupement humain, qui ne compose en lui-même qu'une simple « population », prend progressivement le visage d'une vraie communauté. Il est de la sorte constitué par le processus toujours litigieux d'élaboration des règles explicites ou implicites du participable et du partageable qui donnent forme à la vie de la cité.

On ne peut appréhender le monde sans faire place à cet ordre synthétique du politique, sauf à adopter un point de vue fâcheusement réducteur. La compréhension de la société ne saurait en effet se limiter à l'addition et à l'articulation de ses divers sous-systèmes d'action (l'économique, le social, le culturel, etc.) ; ceux-ci sont d'ailleurs loin d'être immédiatement intelligibles ; ils ne le deviennent

que lorsqu'ils sont rapportés à un cadre interprétatif plus large. Au-delà de la saisie des déterminations culturelles et sociales, des variables économiques et des logiques institutionnelles, la société ne peut être déchiffrée en son ressort essentiel que si l'on met au jour ce centre nerveux dont procède le fait même de son institution. Un ou deux exemples suffisent à nous en persuader.

Pour comprendre la spécificité d'un phénomène comme celui du nazisme, on voit bien qu'il ne suffit pas de disséquer les différentes tensions et les multiples blocages de l'Allemagne des années 1930 – sauf à le banaliser paradoxalement sous les espèces d'une simple réponse exacerbée à la crise du régime de Weimar. Le fond du nazisme comme tentative pathologique de faire advenir un peuple Un et homogène n'est intelligible que s'il est rapporté aux conditions de la resymbolisation et de la recomposition perverses de cet ordre global du politique auquel il s'est employé. Pour prendre un autre exemple, plus proche de nous, la crise que traverse actuellement un pays comme l'Argentine ne peut pas simplement être interprétée à partir des facteurs économiques et financiers qui en sont la cause immédiate. Elle ne prend sens que si elle est resituée dans l'histoire longue d'un déclin lié à la difficulté récurrente de faire exister une nation fondée sur la reconnaissance d'obligations partagées.

C'est donc bien à un niveau que l'on peut qualifier de « globalisant » qu'il convient de saisir les choses

pour éclairer utilement nombre des lancinantes questions contemporaines. Qu'il s'agisse de penser les formes à venir de l'Europe, d'analyser les transformations de la démocratie à l'âge de la mondialisation, d'appréhender le destin de la forme nation, de saisir les mutations de l'État-providence, d'évaluer les conditions de la prise en compte du long terme dans des sociétés soumises à la dictature du présent, c'est toujours à cette question clef du politique que reviennent nos perplexités et nos inquiétudes d'aujourd'hui.

En parlant substantivement *du* politique, je qualifie ainsi tant une modalité d'existence de la vie commune qu'une forme de l'action collective qui se distingue implicitement de l'exercice de *la* politique. Se référer au politique et non à la politique, c'est parler du pouvoir et de la loi, de l'État et de la nation, de l'égalité et de la justice, de l'identité et de la différence, de la citoyenneté et de la civilité, bref de tout ce qui constitue une cité au-delà du champ immédiat de la compétition partisane pour l'exercice du pouvoir, de l'action gouvernementale au jour le jour et de la vie ordinaire des institutions.

Cette question prend tout son relief dans les sociétés démocratiques, c'est-à-dire dans celles où les conditions du vivre ensemble ne sont pas définies *a priori*, fixées par une tradition, ou imposées par une autorité. La démocratie constitue en effet le politique en un champ largement ouvert du fait même des

tensions et des incertitudes qui la sous-tendent. Si elle apparaît depuis plus de deux siècles comme l'incircouvable principe organisateur de tout ordre politique moderne, l'impératif que traduit cette évidence a en effet toujours été aussi ardent qu'imprécis. Parce qu'elle est fondatrice d'une expérience de liberté, la démocratie n'a cessé de constituer une solution problématique pour instituer une cité d'hommes libres. En elle se lie depuis longtemps le rêve du bien et la réalité du flou. Cette coexistence a ceci de particulier qu'elle ne tient pas principalement au fait qu'elle serait un idéal lointain sur lequel tout le monde s'accorderait, les divergences sur sa définition renvoyant à l'ordre des moyens à employer pour le réaliser. L'histoire de la démocratie n'est pas seulement pour cela celle d'une expérience contrariée ou d'une utopie trahie.

Bien loin de correspondre à une simple incertitude pratique sur les voies de sa mise en œuvre, le sens flottant de la démocratie participe plus fondamentalement de son essence. Il évoque un type de régime qui n'a cessé de résister à une catégorisation indiscutable. C'est de là que procède d'ailleurs la particularité du malaise qui sous-tend son histoire. Le cortège des déceptions et le sentiment des trahisons qui l'ont toujours accompagné ont été d'autant plus vifs que n'a cessé d'être inaccomplie sa définition. Un tel flottement constitue le ressort d'une quête et d'une insatisfaction qui peinent du même coup à s'expliquer. Il faut partir de ce fait pour com-

prendre la démocratie : en elle s'enchevêtrent l'histoire d'un désenchantement et l'histoire d'une indétermination.

Cette indétermination s'enracine dans un système complexe d'équivoques et de tensions qui structurent dès son origine la modernité politique, comme le montre l'étude des révolutions anglaise, américaine et française. Équivoque, tout d'abord, sur le sujet même de cette démocratie, car le peuple n'existe qu'à travers des représentations approximatives et successives de lui-même. Le peuple est un maître indissociablement impérieux et insaisissable. Il est un « nous » ou un « on » dont la figuration reste toujours litigieuse. Sa définition constitue un problème en même temps qu'un enjeu. Tension, en deuxième lieu, du nombre et de la raison, de la science et de l'opinion, puisque le régime moderne institue à travers le suffrage universel l'égalité politique en même temps qu'il appelle de ses vœux l'avènement d'un pouvoir rationnel dont l'objectivité implique la dépersonnalisation. Incertitude, en troisième lieu, sur les formes adéquates du pouvoir social, la souveraineté du peuple peinant à s'exprimer dans des institutions représentatives qui ne conduisent pas à la remettre en cause d'une manière ou d'une autre. Dualité, enfin, de l'idée moderne d'émancipation qui renvoie à un désir d'autonomie des individus (avec le droit comme vecteur privilégié) en même temps qu'à un projet de participation à l'exercice de la puissance sociale (qui met donc la politique au poste de commandement).

Dualité qui est celle de la liberté et de la puissance, ou du libéralisme et de la démocratie pour dire les choses autrement.

\* \* \*

Cette conception du politique conduit à faire d'une approche historique la condition de sa pleine saisie. On ne peut en effet appréhender le politique tel que je viens de le définir qu'en restituant de façon sensible leur épaisseur et leur densité aux contradictions et aux ambiguïtés qui le sous-tendent. Mon ambition est ainsi de penser la démocratie en reprenant le fil de son histoire. Mais il est tout de suite nécessaire de préciser qu'il ne s'agit pas seulement de dire que la démocratie *a* une histoire. Il faut considérer plus radicalement que la démocratie *est* une histoire. Elle est indissociable d'un travail d'exploration et d'expérimentation, de compréhension et d'élaboration d'elle-même.

Le but est donc de refaire la généalogie longue des questions politiques contemporaines pour les rendre pleinement intelligibles. L'histoire ne consiste pas seulement là à apprécier le poids des héritages, à « éclairer » platement le présent par le passé, elle vise à faire revivre la succession des présents comme autant d'expériences qui informent la nôtre. Il s'agit de reconstruire la façon dont des individus et des groupes ont élaboré leur intelligence des situations, de repérer les récusations et les attractions à partir des-

quelles ils ont formulé leurs objectifs, de retracer en quelque sorte la manière dont leur vision du monde a borné et organisé le champ de leurs actions. L'objet de cette histoire, pour dire encore les choses autrement, est de suivre le fil des expériences et des tâtonnements, des conflits et des controverses, à travers lesquels la cité a cherché à prendre forme légitime. Elle consiste, pour faire image, à publier le texte effectif de la pièce dans laquelle s'insèrent les mises en scène successives du vivre ensemble. En essayant de retrouver ce fil conducteur, cette démarche m'amène d'ailleurs en partie à remettre mes pas dans ceux de publicistes et d'historiens du XIX<sup>e</sup> siècle – comme Guizot, Quinet ou Tocqueville, pour ne citer que trois noms – qui avaient essayé d'éclairer leurs contemporains en développant ce qu'ils avaient défini comme une histoire de la civilisation. Je partage avec eux une même préoccupation d'écrire une histoire que l'on pourrait qualifier de globale.

L'histoire ainsi conçue est le *laboratoire en activité* de notre présent et non pas seulement l'éclairage de son arrière-fond. L'attention aux problèmes contemporains les plus brûlants et les plus pressants ne saurait se dissocier pour cette raison d'une méticuleuse reconstruction de leur genèse. Partir d'une question contemporaine pour en retracer la généalogie avant d'y faire retour au terme de l'enquête, riche des enseignements du passé, telle doit être la méthode développée pour donner la profondeur indispensable aux analyses du politique. C'est d'un tel dialogue permanent



entre le passé et le présent que le processus instituant des sociétés peut devenir lisible et que peut naître une compréhension synthétique du monde. Cela revient à envisager une histoire que l'on pourrait qualifier de compréhensive : intellection du passé et interrogation sur le présent participent dans son cadre d'une même démarche. Elle met au jour les résonances entre notre expérience du politique et celle des hommes et des femmes qui nous ont précédés, donnant de cette manière son sens le plus fort à la formule de Marc Bloch : « L'incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé<sup>1</sup>. » Elle fait en effet structurellement aller de pair le souci passionné de l'actualité et l'attention scrupuleuse à l'histoire. C'est pour cela une histoire qui a pour fonction de restituer des problèmes plus que de décrire des modèles. Son entreprise finit de cette manière par recouper celle de la philosophie politique.

L'histoire du politique envisagée dans cet esprit se distingue donc au premier chef, par son objet même, de l'histoire de *la* politique proprement dite. Cette dernière, outre la restitution du cadre chronologique des événements, analyse le fonctionnement des institutions, décortique les mécanismes de la prise de décision publique, interprète les résultats des élections, met en lumière la raison des acteurs et le système de leurs interactions, décrit les rites et les symboles qui

1. Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, 7<sup>e</sup> éd., Paris, Armand Colin, 1974, p. 47.

rythment la vie. L'histoire *du* politique intègre bien sûr ces différents apports. Avec ce qu'elle peut charrier de batailles subalternes, de rivalités de personnes, de confusions intellectuelles, de calculs à courte vue, l'activité politique *stricto sensu* est en effet à la fois ce qui rétrécit et ce qui permet pratiquement d'accomplir le politique. Elle est indissociablement un écran et un moyen. Les délibérations rationnelles et les réflexions philosophiques élevées ne sont pas dissociables des passions et des intérêts. Le majestueux théâtre de la volonté générale reste traversé en permanence par des scènes empruntées aux comédies plus quotidiennes du pouvoir. Aussi n'est-ce pas en nous réfugiant dans le ciel supposé apaisé des idées que nous pourrions vraiment comprendre les ressorts et les difficultés de l'institution de la cité. Ils ne peuvent être appréhendés que dans l'examen des contingences ordinaires, toujours enveloppés qu'ils sont dans la gangue des événements. Cela doit être clairement dit. Mais il faut en même temps souligner avec force qu'on ne peut en rester là pour percer l'énigme du politique. On ne saurait par exemple comprendre l'instabilité structurelle d'un régime en se contentant de faire le récit des crises ministérielles qui peuvent se dérouler sur le devant de la scène<sup>1</sup>.

1. Rappelons que c'est exactement pour cette raison que les historiens des *Annales* ne s'intéressaient pas à la politique. Notons aussi que c'est pour le même motif que Durkheim n'avait pas considéré que la politique *stricto sensu* constituait un objet pertinent pour le sociologue. « Les guerres, les traités,

D'une façon plus générale, on peut d'ailleurs considérer que l'histoire du politique telle que j'essaie de la pratiquer se nourrit de l'apport des différentes sciences sociales et qu'elle vise même à unifier leurs démarches, mais qu'elle explore, en même temps, avec une attention particulière un ensemble de faits et de problèmes qui se situent dans ce qu'on pourrait appeler leur « angle mort ». Pour le faire comprendre et ne pas en rester à de trop abstraites considérations de méthode, il peut être utile de montrer à partir de quelques exemples en quoi cette approche propose une contribution à l'intelligence de nos sociétés qui se distingue des apports de l'histoire sociale, de la sociologie et de la théorie politiques comme de l'histoire des idées.

*L'histoire sociale*, d'abord. Elle met l'accent sur l'interprétation des conflits de pouvoir et des oppositions d'intérêt. Elle fournit ainsi une grille explicative qui fait le lien entre des positions et des comportements dans le champ proprement politique – celui des élections ou des affiliations partisans par exemple – et les variables culturelles, économiques ou sociales

---

les intrigues des cours ou des assemblées, les actes des hommes d'État, écrit-il, sont *des combinaisons qui ne sont jamais semblables à elles-mêmes* ; on ne peut donc que les raconter et, à tort ou à raison, elles semblent ne procéder d'aucune loi définie. » (« Sociologie et sciences sociales », texte de 1903 écrit en collaboration avec Paul Fauconnet, in Émile Durkheim, *Textes*, Paris, Éd. de Minuit, 1975, t. I, p. 147 [c'est moi qui souligne].)

qui caractérisent différents groupes. Le problème est que cette approche ne rend compte que d'une partie de la réalité. Prenons l'exemple de la conquête du suffrage universel. Une histoire sociale retracera le conflit entre les « impatiences » du peuple et les « peurs » des élites, elle décrira les stratégies des forces en présence. On pourra effectivement analyser dans ces termes le mouvement pour la réforme électorale qui polarise à plusieurs reprises l'attention pendant la monarchie de Juillet. Mais l'interprétation n'est que partielle. Elle rend ainsi mal compte de la position des ultras, puis des légitimistes, qui s'érigent alors en champions de la souveraineté du peuple. Elle n'explique pas non plus le flottement de toute une partie du camp républicain qui est perceptible à travers la défense que certains d'entre eux font du suffrage à deux degrés ou même l'hésitation permanente à employer le terme de suffrage universel, la mise en avant du mot d'ordre de réforme électorale traduisant une incertitude sur le *but* immédiat à atteindre et pas seulement une prudence tactique. L'histoire dans ce cas n'est donc pas seulement traversée par un conflit entre le haut et le bas de la société, elle est également structurée par une tension sous-jacente à la notion même de suffrage politique : tension entre le suffrage comme symbole de l'inclusion sociale, sacre de l'égalité citoyenne (et qui, donc, appelle impérativement son universalisation), et le suffrage comme expression du pouvoir social, forme du gouvernement de la société (et qui, cette fois, invite à poser la question



RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL  
IMPRESSION : NORMANDIE IMPRESSION ROTO S.A.S. À LONRAI  
DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 2003. N° 57932